

Des société sans classes ?

Jean-Noël Chopart, Johanne Charbonneau et Jean-François René

Numéro 49, printemps 2003

Des sociétés sans classes ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/007902ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/007902ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Chopart, J.-N., Charbonneau, J. & René, J.-F. (2003). Des société sans classes ?
Lien social et Politiques, (49), 5–11. <https://doi.org/10.7202/007902ar>

Présentation

Des sociétés sans classes ?

Deux sociologues ont récemment marqué, par leurs ouvrages, un débat majeur des sciences sociales contemporaines pour les pays développés. En Angleterre, Anthony Giddens, avec ses travaux concernant « la troisième voie », en Allemagne, Ulrich Beck, avec ses études concernant « la société du risque », dont notre revue fut une des premières à proposer une traduction française, signent tous deux, chacun à leur façon, l'abandon du concept de classe sociale comme paradigme central explicatif des sociétés modernes. Mais, il faut bien le reconnaître, au même moment, la recomposition des systèmes productifs et d'échanges accentue les clivages sociaux en renforçant les inégalités sociales à un degré inimaginable voici seulement quelques années.

Doit-on, dès lors, avaliser purement et simplement ce tournant théorique et, avec ces auteurs, prononcer la fin définitive des sociétés de classes ? C'est à cette question que notre revue conviait la communauté scientifique. La notion de classes sociales a constitué, durant de nombreuses années, un concept pivot des sciences sociales. L'ancrage structuraliste de l'étude des classes sociales, et sa grande dépendance au modèle marxiste, expliquent sans doute qu'elle ait subi deux assauts conjoints : une *perte de pertinence* du fait de l'évolution des formes productives, mais aussi une *critique sociale*, liée à l'avancée des processus d'individuation.

La *perte de pertinence* du concept de classes sociales vient du fait que la distinction, centrale, entre classe capitaliste et classe ouvrière n'est plus en mesure de rendre compte du mouvement de tertiarisation de l'économie, qui constitue le fait majeur dans l'évolution récente des sociétés occidentales contemporaines. La correspondance entre phénomènes de stratification et classes sociales n'est plus aussi simple que par le passé. La régulation collective des marchés du travail conduisait à assigner des places déterminées aux différentes catégories de producteurs et semblait presque parfaitement correspondre à l'étude des attributs sociaux de ces différents groupes, du point de vue du revenu, des modes de vie, de la culture et de la consommation. Aujourd'hui nous retrouvons, au fondement du contrat social, une individualisation des formes de régulation, souvent dissociées des groupes productifs, mais aussi des modalités d'attribution des ressources, donc des modes de vie. En somme, les mutations économiques et sociales auraient projeté les sociétés occidentales dans une nouvelle ère, ce qui aurait directement entraîné la disparition de la thématique des classes sociales dans les essais d'analyse et les travaux de recherche.

Quant à la *critique sociale*, elle est liée à une mutation des cadres et des instruments d'analyse. Les formes traditionnelles de catégorisation — en France, les catégories socioprofessionnelles — ne semblent plus pouvoir rendre compte avec autant de pertinence des modalités de la stratification sociale. En renonçant aux commodités d'une analyse où de stricts mécanismes de reproduction sociale s'imposaient aux sujets, les sciences sociales ont mis l'accent sur la nécessaire complexification des catégories d'analyse et ont peu à peu recentré bon nombre de travaux empiriques autour de l'« acteur », de ses trajectoires particulières, de ses expériences de mobilité, de ses stratégies personnelles et même de sa capacité à mobiliser les ressources de son entourage.

Il s'ensuit que de nombreux travaux sociologiques insistent aujourd'hui sur le phénomène d'individualisation comme si les processus de construction identitaire étaient désormais beaucoup moins dépendants des places attribuées ou occupées sur le marché du travail. Dès lors, de nouveaux clivages sociaux semblent se substituer aux anciennes formes de catégorisation : les clivages en termes de genre, en termes générationnels, en termes ethniques ou en termes d'assignation spatiale semblent prééminents au regard des rapports sociaux du travail. La vieille idée marxiste de « contradiction principale » se fragmente en une multitude d'antagonismes. Quant à la conscience de l'appartenance collective, autrefois systématiquement associée à la classe, elle paraît maintenant se déployer à travers un processus sélectif d'engagements fragmentés et éphémères.

Mais on ne sait plus très bien non plus si la quasi-disparition de la thématique des classes sociales correspond effectivement à une réalité sociale nouvelle ou si elle n'est pas plutôt le résultat d'un virage théorique, pour ne pas dire idéologique, des sciences sociales depuis quelques années. Les classes sociales sont-elles disparues des schémas interprétatifs parce que les intellectuels ont cessé de s'y intéresser ?

On perçoit bien que l'annonce de la disparition des classes contribue implicitement à masquer la violence symbolique, les rapports inégalitaires et les logiques de domination qui continuent très visiblement de structurer nos sociétés, et même de s'y déployer avec encore plus de force et de cruauté. La question constitue donc un enjeu de connaissance pour les différentes disciplines des sciences sociales, mais aussi un enjeu pour la réflexion citoyenne et l'action démocratique. Ce numéro de *Lien social et Politiques* souhaite apporter ainsi une contribution à ce débat renouvelé : est-ce la fin ou le retour des classes sociales ? Le lecteur trouvera, nous l'espérons, matière à nuancer le propos mais peut-être aussi à s'y s'engager...

Débats historiques et théoriques sur les classes sociales

Une première section est consacrée aux débats historiques et théoriques sur les classes sociales. Mona-Josée Gagnon nous propose de réfléchir aux rapports complexes et contradictoires qui ont toujours lié le syndicalisme aux classes sociales. À ses origines, le syndicalisme est une émanation des luttes de la classe ouvrière dans son rapport de force avec

la classe des entrepreneurs capitalistes. Mais cela engendra une contradiction, très tôt dénoncée par les théoriciens marxistes comme dérive *trade-unioniste*, qui marqua finalement toute l'histoire du salariat. L'institutionnalisation progressive du syndicalisme semble à la source de multiples dérives au regard des ambitions fondatrices. Plus récemment, divers courants de pensée contribuèrent à disqualifier encore plus profondément la classe ouvrière, ébranlant au passage le mouvement syndical, et contribuant à sa crise de légitimité. Les « mouvements citoyens » (lutte des femmes, écologistes, etc.) sont apparus, un temps, comme des concurrents voire d'éventuels remplaçants du syndicalisme. Mona-Josée Gagnon démontre qu'il n'en est rien. Le syndicalisme conserve une place centrale dans la régulation des rapports sociaux. Et elle plaide pour une approche pragmatique et dialectique du syndicalisme, en souhaitant que la lutte contre les inégalités sociales conjure les dérives corporatistes, au demeurant inéluctables.

C'est aussi un regard historique que nous propose Claude Dubar, mais ce regard se porte sur l'histoire récente de la sociologie. Il nous prévient d'emblée : la sociologie n'est ni un reflet, ni un dévoilement du social. Le discours sociologique, dès lors qu'il s'efforce de s'appuyer sur des données empiriques, vise à produire des connaissances sur le social, mais celles-ci impliquent des interprétations qui dépendent des liens entre les chercheurs et les acteurs sociaux et politiques. De ce fait, la qualité des rapports entre les chercheurs et le mouvement social (partis politiques, syndicats) est un facteur décisif pour l'histoire des connaissances. Claude Dubar, à partir de l'expérience française, esquisse trois périodes en soulignant chaque fois l'intrication entre les résultats des recherches sociologiques empiriques, l'évolution des idéologies, en particulier dans l'intelligentsia, et les rapports de force qui marquent l'économie politique du moment. Évoquant l'âge d'or des « classes sociales » dans le discours sociologique (années 1960 et 1970), puis l'effondrement du paradigme des classes sociales typique des années 1980, et la disparition du discours de classe accompagnée de l'absence de toute perspective de transformation sociale, dans les années 1990, Claude Dubar propose, au travers d'une connaissance approfondie de la littérature sociologique, un vaste panorama des thèses sociologiques concernant la stratification sociale. Constatant en fin de compte, avec Max Weber, l'abus que constituait une définition trop strictement « économiciste » des positions de classes, il conclut que nos sociétés ne sont pas sans classes, mais bien que le « discours de classes » y est absent et qu'il est urgent de contribuer à le rétablir.

Simon Langlois retrace aussi une évolution. Exemples à l'appui, il récapitule et contextualise un certain nombre de travaux réalisés au Canada et au Québec depuis les années 1960 pour mesurer la classe et le statut et étudier la mobilité sociale. Ayant situé la « question nationale » dans ce contexte de réflexions théoriques et d'expérimentations méthodologiques toujours en prise sur la recherche européenne et nord-américaine, il fournit des exemples qui montrent que les chercheurs canadiens et québécois ont manifesté une commune préoccupation pour les instruments de mesure et les typologies, et ont apporté en ces matières des contributions originales. À l'aide de nomenclatures socioprofessionnelles notamment, ils ont étudié l'évolution de la structure de la main-d'œuvre, eu égard à la situation des femmes et aux iné-

galités entre groupements linguistiques ou ethniques par exemple, les processus de requalification et déqualification, la redistribution de la main-d'œuvre dans l'éventail des professions. Abondants également ont été les réflexions et les travaux sur la mobilité sociale (étudiée en rapport avec la langue, l'ethnie et le sexe) et, plus près de nous, sur des phénomènes comme la polarisation, l'effet de génération, l'exclusion, la précarité, la pauvreté. Par l'attention qu'il accorde aux diverses dimensions de la stratification, Langlois introduit, en quelque sorte, les réflexions proposées dans notre troisième section sur l'apparition de nouvelles catégorisations sociales.

François Dubet ferme cette première section en se demandant ce que la sociologie peut encore faire aujourd'hui avec les classes sociales. Les lecteurs se souviendront qu'il fut un des protagonistes, dans le sillage d'Alain Touraine, de la recherche sur les « nouveaux mouvements sociaux » susceptibles de combler le vide que laissait derrière elle une classe ouvrière désormais quasi absente de la scène publique. La fin de la société industrielle, les processus de massification sociale, la montée de l'individualisation marquent l'érosion d'une correspondance que l'on a pu penser presque parfaite entre stratification sociale et dynamique sociétale. Car, pour François Dubet, la classe sociale n'est pas seulement affaire de nomenclatures ou de classifications; la classe sociale est tout à la fois un être social et un acteur social, une conscience et une volonté, pour reprendre un terme d'Alain Touraine. Or, si la classe sociale échoue aujourd'hui à rendre compte des classifications et des diverses strates sociales, elle semble échouer aussi à rendre compte des identités collectives et elle échoue, enfin, à synthétiser les rapports de force dans nos sociétés contemporaines. Cependant, la « fin » des classes sociales comme concept unificateur des sciences sociales ne revient pas à renoncer à une vision critique d'une société inégalitaire et marquée par des rapports de domination. François Dubet souligne à quel point les prosélytes de la fin des classes sociales visent souvent à présenter nos sociétés comme homogènes et pacifiées, et donc à masquer la violence des rapports de domination.

Éclairages nationaux et comportements politiques

Dans la deuxième section de ce numéro, nous avons choisi de présenter quatre textes qui se font pendant deux à deux. Dans la tradition des sciences politiques, nous ouvrons ce chapitre par deux analyses de votes électoraux, l'une réalisée au Canada dans la province de l'Ontario à l'aide de neuf sondages ontariens et nationaux réalisés entre 1977 et 1999, l'autre réalisée à partir du riche matériel accumulé par le Centre d'étude de la vie politique française (CEVI-POF) rattaché à la Fondation nationale des sciences politiques. Au delà des contrastes culturels et nationaux, dont il faut tenir compte, car les partitions politiques comme la stratification sociale paraissent bien différentes d'un pays à l'autre, ces deux études reviennent sur les travaux d'Alford, qui avait cru pouvoir déceler la fin de l'impact des classes sociales sur les résultats électoraux. L'affaiblissement graduel de la relation entre vote et classe sociale est en effet un leitmotiv des travaux de sciences politiques dans les années 1980 et 1990. Des deux côtés de l'Atlantique,

Michael Ornstein et Nonna Mayer, en utilisant des méthodes d'analyse rénovées, nous montrent que l'appartenance de classe continue largement d'influencer les résultats électoraux. Mais l'accord des deux chercheurs sur ce point ne doit pas masquer des différences d'interprétation notables. Pour le premier, c'est plutôt l'offre politique qui induit des engagements clivés. La «révolution du bon sens» des Conservateurs ontariens, axée sur la réduction des impôts et de la taille de l'État, se traduit par une résurgence d'un vote orienté selon le statut social, mais il s'agit alors d'un «vote sur enjeux», s'expliquant par une politique sociale qui cible les citoyens à faibles revenus. Pour Nonna Mayer, le traditionnel vote de clivage n'a rien perdu de sa force en France. La variable classe sociale continue d'expliquer fortement le vote électoral mais elle a considérablement évolué. Seule particularité, le vote pour l'extrême droite, dont on a pu apprécier la percée en 2002, apparaît effectivement comme un vote transclassiste et transclivages.

Les deux articles suivants nous offrent la possibilité d'un «regard extérieur» sur la question des classes sociales. La question d'une fin ou d'un retour des classes sociales touche principalement les pays occidentaux développés ayant connu une phase d'industrialisation massive puis une tertiarisation de leur économie à l'initiative d'un entrepreneuriat capitaliste. La question des classes sociales au Japon, bien qu'une industrialisation «à l'occidentale» y soit relativement précoce, paraît donc, d'une certaine manière, exotique. Bernard Bernier, anthropologue et spécialiste du Japon, nous apporte une précieuse contribution sur la stratification sociale dans ce pays. Il note les profondes réticences des analystes japonais à utiliser le concept de classes pour leur propre pays. Les fondations historiques (féodalisme, confucianisme) comme les développements contemporains des grandes manufactures (toyotisme) rendraient ce concept inadéquat pour une société moderne d'exception maintenant des traditions autoritaristes et communautaristes. Bernard Bernier note toutefois que les relations sociales d'entreprise ont été marquées par de violentes luttes sociales entre patronat et ouvriers avant et immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui encore, et malgré l'auto-rangement de la grande majorité des Japonais dans la classe moyenne, il lui paraît adéquat de souligner la structuration de la société japonaise selon des positions de classes essentiellement définies par les places occupées dans les rapports socioéconomiques. Antoine Roger nous entraîne, quant à lui, vers les pays de l'Est européen. Émergeant lentement de la fiction (totalitaire) d'une dictature du prolétariat et donc de sociétés «sans classes», les pays de l'Est affrontent aujourd'hui, dans le cadre de la réunification européenne, une restructuration de leurs représentations politiques. Selon l'explication la plus répandue, les pesanteurs héritées du régime communiste font obstacle à une connexion des dynamiques politique et sociale. Mais, selon Roger, la contrainte externe issue des exigences de l'élargissement de l'Union européenne pèse lourdement sur les restructurations politiques internes, puisque les partis doivent relayer les intérêts que ces mêmes exigences confortent ou contrarient au sein de la population.

De nouvelles catégorisations sociales ?

La troisième et dernière section nous fait changer de registre et propose, par le biais d'analyses basées sur des matériaux d'enquêtes qualitatives, une lecture plus fine des processus de classement et de déclassement sociaux à l'œuvre dans différents secteurs de la nouvelle économie, marquée par les phénomènes de précarisation et d'exclusion sociale, et la montée des « petits boulots » de services. Ces analyses nous conduisent ainsi à réfléchir à la question, évoquée plus avant, de la substitution à la conceptualisation en termes de classes sociales de propositions qui mettent plutôt de l'avant de nouvelles formes de catégorisations : celle des générations, celle du genre ou celle des différenciations ethniques. Christelle Avril pour la situation française, Marguerite Cognet et Sylvie Fortin pour la situation québécoise, décrivent le rôle et le positionnement des aides à domicile. En soulignant les effets de genre et d'ethnicité propres au recrutement de ces travailleuses dites « auxiliaires » (dont le nombre explose aujourd'hui avec le vieillissement de la population), elles montrent que les clivages sociaux empruntent effectivement plus que jamais à ces formes de la division sociale du travail. Mais le travail de service à la personne conserve une dignité que chaque salariée peut puiser dans la relation interpersonnelle de service. La question pendante est la reconnaissance non plus personnelle mais sociale attribuée à ce travail. Céline Bellot nous présente son travail sur les jeunes sans domicile fixe de Montréal. Contrairement à l'idée largement répandue que le phénomène ne touche que les jeunes provenant des classes les plus défavorisées, l'analyse montre que les jeunes de la rue proviennent d'horizons sociaux divers. Mais on voit bien, par ailleurs, que les caractéristiques de classe jouent un rôle significatif à différents moments du parcours et que, notamment, la possession d'un certain capital culturel et social favorise la « sortie de la rue ». Yasmine Siblot et Marie Cartier explorent toutes deux la recomposition de certains services publics (La Poste et un centre social) et les nouvelles modalités de recrutement, marquées par la déqualification et une certaine précarisation des emplois. Tant dans les rapports entre les agents que dans les rapports des agents avec leur public se jouent des scènes où chacun, comme il le peut, tente de « sauver la face ». Engagement et solidarité font pendant au désengagement, à l'enfermement routinier, voire au mépris de l'autre, mais ces attitudes constituent des stratégies personnelles de résistance au déclassement social dont les institutions sociales (partis, syndicats, politiques publiques) ne semblent plus en mesure de rendre compte.

Ces observations, plus microsociologiques, ont l'intérêt et l'avantage de nous démontrer que les processus de classements sociaux demeurent à l'œuvre dans le quotidien et dans l'interaction des catégories sociales les moins favorisées. Les logiques de la distinction, de l'honneur ou de la fuite dans l'anomie répondent aux processus de déclassement, de déqualification, voire de disqualification sociale. Le travail, comme son pendant, le revenu salarial, et comme l'exclusion du travail, reste un marqueur social dominant les rapports sociaux. La logique des « sales boulots » (Everett Hughes)

constitue un ressort essentiel pour comprendre comment se redéfinit l'identité sociale des classes et des groupes sociaux (femmes, jeunes, immigrés) les plus touchés par la recomposition de nos économies. Ces observations permettent aussi de prendre quelques distances avec les théoriciens de la « fin du travail » (nous pensons ici aux travaux de Gorz, de Rifkin ou de Dominique Méda). L'ancrage des rapports sociaux dans le rapport socioéconomique reste ainsi fondamentalement pertinent.

Il ressort de cet ensemble qu'il serait bien prématuré de prononcer, ici, la fin des classes sociales. Mais l'espèce d'amnésie sociologique au regard des sociétés de plus en plus inégalitaires qui sont en train de se construire sous nos yeux nécessite un effort pour mieux connaître et mieux combattre les formes actuelles de domination. La division sociale de classe fut longtemps enfermée dans un affrontement central entre patronat et classe ouvrière. Aujourd'hui la productivité sociale se ramifie, essaime dans les réseaux de sous-traitance, dans les services immatériels, dans le cadre même de notre vie collective nationale, voire mondiale, rendant ainsi pour la plupart d'entre nous illisibles les lieux de pouvoir et les sources de conflits. En ce sens, nous avons l'obligation de faire un effort de clarification pour mieux saisir et approfondir les enjeux actuels qui traversent nos sociétés, que ce soit par une meilleure compréhension des catégories nouvelles de stratification, par une attention toute particulière aux formes inédites et parfois microscopiques que prend l'acteur social, ou par la relance du politique et des questionnements sur la démocratie et la citoyenneté dont nos sociétés semblaient s'être pour un moment coupées.

Jean-Noël Chopart
Mission Recherche
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Johanne Charbonneau
INRS-Urbanisation, culture et société

Jean-François René
École de travail social
Université du Québec à Montréal